



**SEMAINES SOCIALES DE RUEIL**

**SYNTHESE DE LA CONFERENCE**

**DE**

**JEROME VIGNON**

*Président des Semaines Sociales de France et  
Directeur général honoraire à la Commission européenne.*

**Entre la France et le Monde : quelle Europe ?**

**Jeudi 1<sup>er</sup> décembre 2011**

*Le 1<sup>er</sup> décembre dernier, les Semaines Sociales de Rueil ont inauguré un cycle de réflexion sur le thème « En route vers les Présidentielles... ». Loin de vouloir quelque consigne de vote, leur objectif est de donner des repères et éléments de discernement à tous et à chacun en vue d'un choix citoyen réfléchi. Elles ont accueilli lors de cette première soirée Jérôme Vignon, Président des Semaines Sociales de France et Directeur général honoraire de la Commission européenne, pour parler de l'Europe.*

Jérôme Vignon était venu une première fois à Rueil en mai 2009 sur le thème « La solidarité et l'Europe ». Il avait eu à cette occasion une approche positive de l'Europe, portée par son soubassement spirituel, enraciné dans le christianisme. Mais l'actualité nous a depuis ramenés à une forme de réalisme et force est de constater que les choses ne sont pas passées comme nous pouvions les envisager encore à cette époque récente. Pour Jacques Delors, la crise actuelle est la plus grave de l'histoire de la construction européenne. Un risque de dislocation de l'Europe existe en effet. Beaucoup de questions nous assaillent. Sommes-nous en train de vivre une fin du projet européen ou a-t-il encore une raison d'être ? Un projet économique et politique au-delà des nations n'est-il pas finalement illusoire ? L'actualité nous appelle à plus de lucidité et à considérer autant le projet de long terme que la manière dont l'Europe se construit.

### **Éléments de diagnostic sur la situation mondiale**

La crise de l'Euro se situe sur fond de détérioration du système financier international, due à la dérégulation engagée dès le début des années 1990. Cette crise reste difficile à cerner car non directement liée à celle d'institutions mais produite aussi par le « marché ». On crut qu'elle était essentiellement liée à la dérive des « subprimes », crédits consentis en particulier à des personnes non solvables et profitables à quelques organismes prêteurs. Mais l'analyse nous montre que les dérèglements connus depuis vont bien au-delà de la cupidité de quelques-uns. Ils posent la question de : la nature des produits financiers, notamment ceux issus de la « titrisation » qui obscurcissent tout contrôle ; la responsabilité de certains acteurs financiers, notamment celle des « banques de l'ombre », peu nombreuses mais au pouvoir déterminant ; l'absence ou l'insuffisance des mécanismes de contrôle. Ces interrogations s'inscrivent dans un contexte d'affaiblissement du pouvoir des Etats en la matière, incapables de coopération fiscale ou de toute intervention sur l'explosion du prix des actifs mobiliers et immobiliers.

Cette situation nous invite à œuvrer à différents chantiers. Veiller au pilotage des équilibres monétaires, en limitant le monopole du dollar – qui ne peut être monnaie de réserve et monnaie d'échange mondiale- au profit notamment de l'Euro, qui ne représente que 7% des réserves mondiales. Veiller à l'équilibre des économies nationales, en particulier celle des Etats-Unis au déficit commercial chronique. Redéfinir le rôle du FMI dans l'équilibre de l'économie mondiale. L'Euro reste plein de promesses pour le monde s'il est adossé à une Union Européenne plus forte, mieux organisée et qui donne confiance. Ce sont les mêmes actions qui donneraient un poids mondial à l'Euro et qui remettraient de la stabilité dans les budgets publics européens.

### **Histoire d'une crise**

En 1992, Jacques Delors lance la création de l'UEM (Union Economique et Monétaire) avec le Traité de Maastricht, qui débouchera sur la création de l'Euro à la toute fin des années 1990. Ce choix de création d'une monnaie unique est avant tout de nature politique. C'est en particulier un échange avec l'Allemagne qui accepte cette création pour faciliter sa réunification mais aussi d'abandonner sa monnaie, support de sa renaissance depuis la seconde guerre mondiale. Il n'y a aucune raison de regretter cette décision, ni celle de l'élargissement de l'Europe aux pays sortant du joug communiste. Mais cette histoire et en particulier le rôle de l'Allemagne dans celle-ci explique les règles mises en œuvre à cette occasion avec le pacte de stabilité : le contrôle des déficits publics et de l'inflation devaient être les gages de la croissance européenne. La Banque Centrale Européenne est créée pour être le bras armé du maintien de ce pacte.

En 2002-2003, la France et l'Allemagne ne veulent pas voir les dérives des finances publiques. Elles contribuent à faire sauter les verrous du pacte de stabilité et conteste à la Commission Européenne le droit de le faire respecter, démarche qui sera suivie par d'autres pays dont la Grèce.

En période calme, l'Euro protège les Etats face aux fluctuations des autres monnaies, le dollar en particulier, du prix des matières premières dont le pétrole et leur permet d'emprunter pour leur propre financement à des conditions très favorables. Mais l'Euro seul ne peut porter la coopération entre Etats, laquelle n'est pas inscrite dans les traités d'alors. Le Traité constitutionnel de 2004-2005, qui refuse en définitive les « approfondissements » qu'auraient nécessité les « élargissements », en est une bonne synthèse : chaque Etat est maître chez lui, la gestion de l'Euro, comme d'ailleurs la dimension sociale de l'Europe, ne reçoivent aucune impulsion.

Si l'Union Européenne a bien géré et résisté à la crise de 2008, elle n'est pas sortie de celle de 2011. Nous avons tous trop longtemps cru à la suprématie mondiale du modèle européen, comme un talisman qui nous mettrait à l'abri des désordres du monde. De ce manque de clairvoyance collective nous sommes aussi responsables. Face à la détérioration des dettes souveraines, les Etats-membres se sont comportés en « vierges folles ».

### **Trois champs qui devront être traités pour sortir de la crise**

Le sujet de l'urgence : la situation de la Grèce en particulier est très critique. Sa population va-t-elle pouvoir supporter la pression mise sur elle, au risque de l'explosion ou d'une sortie de l'Euro et d'un retour au drachme qui pourrait être bien pire ? Quelles réactions en chaîne ? L'Euro par ricochet peut-il se retrouver à n'être que monnaie

d'échange extra-communautaire, chacun revenant à sa monnaie ? Ces questions méritent traitement en gardant en tête qu'une monnaie pour exister doit s'appuyer sur un support politique.

Le sujet de la souveraineté : est-il légitime de la partager entre Etats ? Comment organiser un nouveau contrat politique entre eux ? Quel équilibre entre plus de responsabilité mais aussi plus de contrôle ? Quelle mutualisation des dettes entre Etats ? Quel rôle de la BCE dans la solvabilité de ces derniers ? Quel avenir pour un Fonds Monétaire Européen, des Euros-Obligations ?

Le sujet de la croissance : elle n'existera pas sans soutien collectif et passera par un accroissement du budget de l'Union qui lui est dédié. Y sommes-nous prêts ? Mais dans quel périmètre : une Europe des 8, des 17 ? Comment gérer cette transition en ménageant les susceptibilités des différents Etats et populations ?

Autant de questions à adresser aux candidats aux prochaines élections.

### **La pensée sociale de l'Eglise nous donne quelques repères.**

Encourager la coopération : chaque nation doit être respectée mais chacune doit travailler avec les autres à un nouveau projet au service du bien commun et de la paix.

Revenir à des droits et des devoirs, proportionnés à ce que chaque pays peut offrir.

Rechercher des compromis, encourager la cohésion sociale et la solidarité.

Donner la préférence aux pauvres. Elle a été négligée dans la construction européenne et l'impact des politiques menées en particulier les dernières années a souvent pesé sur les pays et les populations les plus pauvres. Le temps est venu d'une Europe qui assume sa dimension sociale et ne la confie pas seulement aux Etats.

Ces pistes ont en commun de nous entraîner à une lucidité ouverte sur l'avenir. Si l'Europe a perdu l'aura du rêve qu'elle incarnait pour les générations précédentes, de fait sa nécessité impérieuse s'impose aujourd'hui. C'est notre tâche présente de donner visage humain à cette nécessité.

### **(Question lors du débat) Tout cela reste compliqué ! Que peut-on faire à notre niveau de citoyen ?**

Si nous pensons que l'Europe est importante alors elle mérite que nous y investissions. Chacun doit se former pour mieux comprendre comment elle fonctionne. Nous devons être acteurs de la solidarité en son sein, en acceptant des efforts sur notre patrimoine pour investir sur des emprunts d'Etat qui nous seraient proposés, alimenter la redistribution entre générations et entre couches sociales, au service de l'emploi.

Il faut mobiliser notre propre liberté. Dans nos sociétés complexes, le politique seul ne peut pas tout. Il faut une association étroite entre Etats, citoyens, pouvoirs publics, associations ... La société civile dans son ensemble doit être impliquée et nous en sommes en même temps acteurs et responsables.

Dans les programmes des candidats aux prochaines élections, outre les questions évoquées précédemment, soyons sensibles à la place qu'ils feront ou non aux citoyens. Notre et nos engagements sont indispensables.

*(Cette synthèse n'aurait pas existé sans la diligence et le talent de Pierre Hureau, que nous remercions chaleureusement.)*